



Syndicat National des Collèges et des Lycées

Notre syndicat a lancé une vaste enquête en direction des professeurs exerçant en lycée en décembre dernier.

Nous vous livrons ici ses résultats...

# ENQUÊTE

## 2017

# RÉFORMER LES LYCÉES

## ... votre point de vue !

**S**uite à notre invitation à présenter votre vision de l'enseignement en lycée et de ce que serait pour vous une bonne réforme, le SNCL a reçu les contributions de **1718 volontaires**. L'ensemble des académies de métropole et d'outre-mer a été représenté. Seuls les collègues exerçant en lycée général à la rentrée scolaire 2016-2017 ont été destinataires de l'invitation. Il en résulte un instantané particulièrement riche de la situation ac-

tuelle dans nos établissements, un bilan à chaud de l'existant mais aussi des craintes sur l'avenir, alors qu'une réforme des lycées se profile à l'horizon, bien au chaud dans les cartons du ministère en attendant l'issue des prochaines échéances électorales et une éventuelle « alternance »... Le SNCL vous propose une analyse complète de cette enquête, avec les chiffres-clé et les principales lignes de force des revendications exprimées...

### NOUS CONTACTER :

#### Siège national

Syndicat National des Collèges et des Lycées

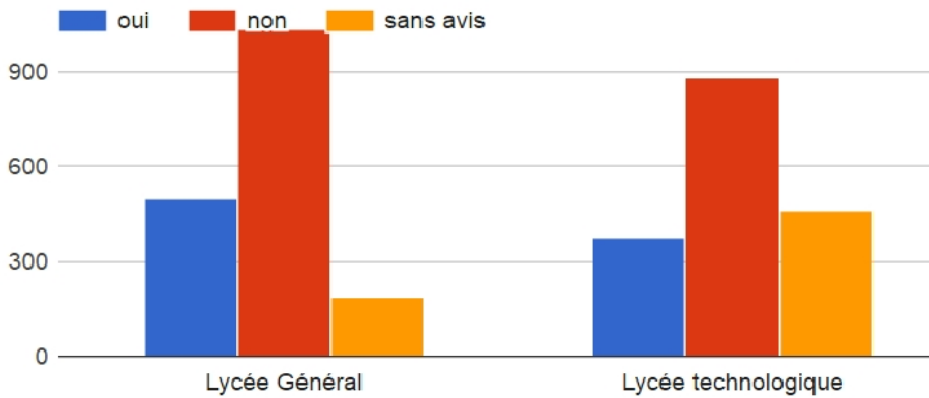
13, avenue de Taillebourg - 75011 PARIS

**01.43.73.21.36 // [sncl@wanadoo.fr](mailto:sncl@wanadoo.fr)**



# Les résultats (chiffres-clé)

## 1. Le lycée actuel vous semble-t-il adapté au 21ème siècle ?



blème de liaison avec le supérieur, renoncement à l'excellence... les raisons ne manquent pas pour nourrir ce sentiment.

Ceci explique aussi pourquoi les enseignants sont partagés sur le devenir du lycée français : bien que les besoins soient réels, le réalisme en ces temps de crise les amène à ne pas espérer de miracle pour l'avenir, et même plutôt à craindre une future réforme qui ne serait qu'un subterfuge de plus pour faire des économies et aggraver encore leur situation.

### Notre lycée n'est pas prêt :

Le sentiment des collègues est majoritairement défavorable ; notre lycée, tel qu'il est organisé actuellement, ne leur semble pas prêt à relever les défis de demain.

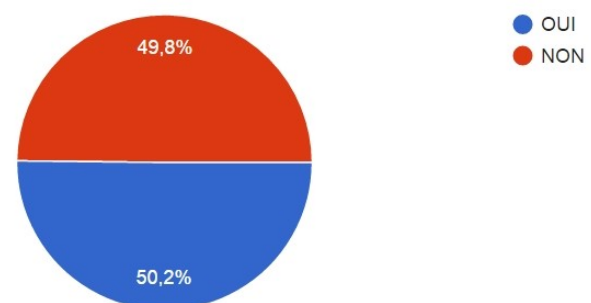
Les trois voies (générale, technologique, professionnelle) sont con-

cernées par ce constat dans des proportions semblables : manque de moyens, inadéquation des programmes, ignorance des enjeux du monde du travail, insuffisance en termes d'équipement numérique et de formation à leur usage, manque d'ouverture sur l'extérieur, trop peu de place pour l'innovation, pro-

## 2. Le baccalauréat devrait-il être conservé dans sa forme actuelle ?

### Devenir du baccalauréat, pas de consensus :

Au vu du positionnement des collègues sondés sur la question du baccalauréat, la fracture est évidente. La moitié d'entre eux fait encore confiance à la forme actuelle de l'examen, tandis que l'autre moitié ne souhaite pas la conserver. L'attachement à la forme actuelle semble s'expliquer en partie par la crainte d'un système pire qui pourrait se mettre en place en cas de réforme, voire même d'abandon pur et simple de tout examen national, ce que les collègues ne souhaitent pas en majorité. La généralisation des C.C.F.

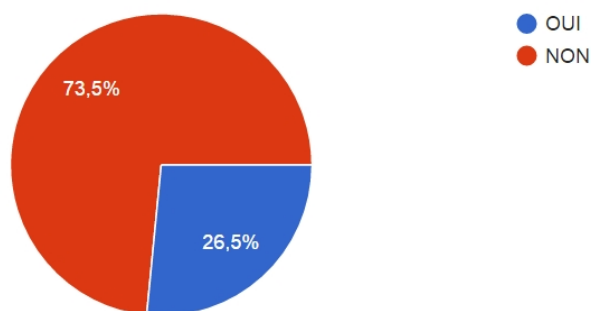


(Contrôle en Cours de Formation) particulièrement mal vécue par une majorité de collègues (voir plus loin) explique aussi sans doute l'attachement au bac traditionnel.

Cependant, dans le même temps, une moitié des collègues s'exprime en faveur d'une modification du baccalauréat : étalement

par épreuves anticipées, examen « à l'anglaise » à la carte, révision des coefficients (jugés par exemple disproportionnés sur les projets en STi2D ou sur les travaux de TPE à l'heure actuelle). Les possibilités d'évolution proposées par les collègues sont alors très diverses.

### 3 . Êtes-vous d'accord avec le principe des CCF en remplacement du bac ?



#### Les CCF, c'est clairement

**non !** : Depuis plusieurs années la tendance est au développement des Contrôles en Cours de Formation dans les lycées. On peut même se demander si, à terme, ces derniers ne vont pas remplacer le sacrosaint baccalau-

réat, monument national que les élèves passent en contrôle terminal en fin d'année. Après les sciences physiques, les SVT, les langues vivantes, les CCF auraient tendance à se généraliser au risque de faire disparaître l'examen. Source d'économies considérables, cette transformation

permettrait aussi de confier l'organisation de l'examen aux enseignants eux-mêmes, avec la conséquence logique d'une perte d'anonymat.

Dans notre enquête lycées, 73,5% des enseignants ont exprimé leurs craintes quant à la généralisation de ce principe, source d'inégalité et de conflits pour beaucoup. Même si le baccalauréat dans sa forme actuelle ne semble plus vraiment adapté, il ne vous semble pas opportun de tout miser sur les CCF. Certains collègues souhaiteraient également leur retrait pur et simple au motif de leur manque d'équité .

### 4 . Le lien enseignement secondaire/enseignement supérieur vous semble-t-il satisfaisant ?

#### Une nécessité trop mal

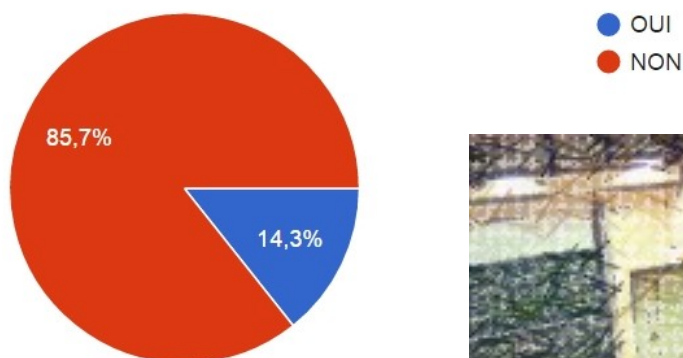
**pensée** : Le « continuum » enseignement secondaire/enseignement supérieur est à la mode et cela est bien normal au vu des difficultés et des inégalités liées aux procédures APB (Admission Post Bac) et de la faible réussite de nos élèves en 1ère année d'université. Vous avez été nombreux à répondre dans notre enquête que cette liaison, pourtant nécessaire, n'était pas satisfaisante. 85,7 % des personnes ayant répondu à l'enquête font le constat que ce lien avec le supérieur devrait être amélioré.

Les mesures prises depuis quelques années ne sont vécues que comme du saupoudrage avec quelques réunions qui ont peu ou

pas d'effet !

Les élèves des classes terminales sont inquiets pour leur devenir et le taux d'échec dans le supérieur reste extrêmement élevé. Les rencontres avec les enseignants du supérieur sont épisodiques et les informations ont du mal à passer.

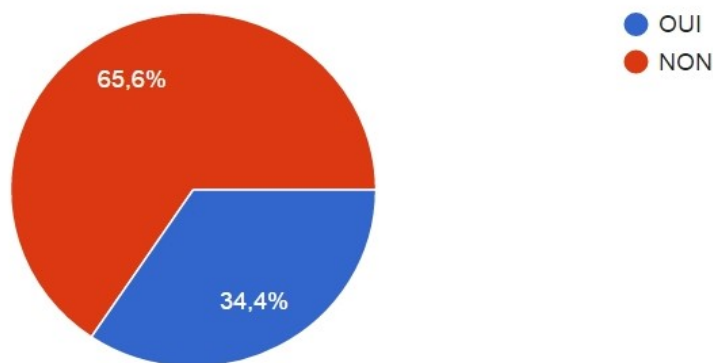
Il serait donc urgent d'établir de vrais échanges avec le supérieur dans l'intérêt de nos élèves et du système éducatif.



## 5. La réforme pourrait faire disparaître les séries S/L/ES/STMG/STI2D... en faveur d'un cursus polyvalent associant filières générales, technologiques et professionnelles. Que penseriez-vous de ce choix ?

### Nous sommes attachés

**aux séries :** 65,6 % de collègues ayant répondu estiment que la disparition des séries serait une mauvaise chose. 34,4 % pensent le contraire. Les premiers sont plutôt favorables à leur réaménagement, comme revoir les horaires afin de parvenir à un niveau de connaissances significatif. Certains proposent de revenir à une réelle différenciation des séries scientifiques, littéraires et économiques avec des programmes ambitieux développés



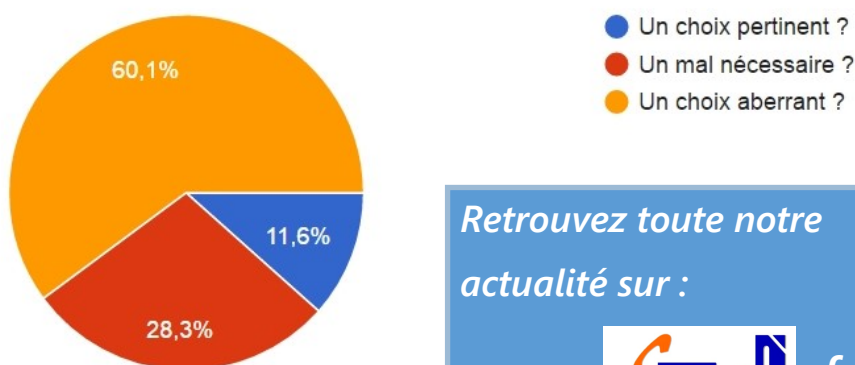
dès la seconde. D'autres, en revanche, proposent des filières non cloisonnées pour rendre les élèves critiques et curieux, et une revalorisation des filières professionnelles et technologiques, avec réduction des effectifs favorisant les activités pratiques.

De leur côté, les collègues favorables à la disparition des séries indiquent que cela permettrait de quitter l'élitisme des filières générales, de moins cloisonner et de développer les passerelles entre les 3 voies, générale, technologique et professionnelle.

## 6. La réforme pourrait faire l'économie de nombreuses options réputées coûteuses. Cela vous paraît-il : un choix pertinent ? un mal nécessaire ? un choix aberrant ?

### On ne touche pas à nos options !

Les résultats de l'enquête sont sans équivoque, même s'il convient de les nuancer. En effet, une large majorité de collègues soit 60,1%, considère ce choix comme aberrant et se refuse à envisager la suppression des options, valorisantes et source de richesse intellectuelle à leurs yeux, sous le motif fallacieux qu'elles seraient trop coûteuses. Pour ces collègues, l'acquisition de savoirs indispensables pour se forger une opinion et développer l'esprit critique nécessaire à tout citoyen ne peut souffrir d'un appauvrissement des options proposées en lycée.



Près d'un tiers soit 28,3 % d'entre eux pensent qu'il s'agit d'un mal nécessaire pour peut-être éviter l'effondrement du système dans un contexte de restrictions budgétaires déjà bien engagées.

Enfin, 11,6% envisagent la suppression de ces options comme un choix pertinent. A ce niveau, on

Retrouvez toute notre actualité sur :



peut alors constater un lien entre les partisans du retour aux enseignements disciplinaires avec une réelle différenciation des séries L/ES/S et STMG, notamment dans les séries scientifiques où il est réclamé un recentrage et l'évitement d'un éparpillement avec toutes les options au sens large et autres « artifices » tels l'AP, les TPE, etc.



# Réformer le lycée (synthèse)

*Les participants à l'enquête étaient également invités à proposer leurs idées pour réussir une bonne réforme du lycée...*

À travers deux questions ouvertes, « **Une nouvelle réforme du lycée est probable. Dans cette éventualité, quelles devraient en être les grandes lignes ?** » et « **Sur quels points précis, souhaitez-vous des changements significatifs ?** », les participants à notre enquête ont pu exprimer leurs attentes, leurs besoins, les urgences ressenties dans le quotidien de leur métier. Nous avons réuni les revendications principales qui ont émergé de ce partage autour des grands pôles d'idées suivants :

## 1 Le lycée à l'heure du numérique

*Si de nombreux collègues soulignent aussi que le numérique n'est pas la panacée et que la façon maladroite et peu efficiente dont on l'impose dans l'enseignement est davantage source de problèmes que de solutions, un très grand nombre d'enseignants déplorent les déficits du lycée en la matière.*

*D'un point de vue pragmatique, c'est d'abord le manque de moyens logistiques (salles, équipements, logiciels, incompatibilités matérielles et techniques, pro-*

*blèmes de maintenance) qui est dénoncé. Viennent ensuite les préoccupations d'ordre pratique (manque de formation des enseignants, manque de fiabilité, de compatibilité ou d'adaptabilité des outils).*

*Des enseignants se sentent dépassés et préoccupés par ce sujet auquel on n'accorde pas la valeur qu'il mérite à leurs yeux, dans un monde de plus en plus gagné par l'influence de l'informatique et des réseaux.*

*Certains regrettent aussi que ces nouveaux outils ne soient pas pleinement exploi-*

*tés, notamment pour les ressources qu'ils offrent pour diversifier et surtout différencier l'enseignement en fonction du niveau des élèves.*

*Le numérique est en outre perçu comme un réservoir d'économies potentielles (organisation des examens, formations à distance...) qui pourrait à terme permettre d'éviter quelques coupes sombres dans le budget de l'Education nationale sur des postes de dépenses plus importants.*

## 2

## Le lycée ouvert sur le monde



**C**'est un fait, la possibilité pour les lycéens de s'ouvrir au monde durant leur cursus est de plus en plus réduite. Les difficultés budgétaires et organisationnelles des voyages scolaires, la raréfaction des partenariats avec l'étranger, mais aussi le manque de moyens dédiés au dialogue avec les structures proches (partenaires locaux, entreprises, intervenants éducatifs extérieurs, hébergement de professionnels, artistes, acteurs de la culture, etc.) donnent au bout du

compte le sentiment d'un lycée qui se replie sur lui-même. Situation paradoxale à l'heure d'internet et de la mondialisation, le lycée français ne semble pas tirer parti du mouvement général, alors que certains enseignants semblent demandeurs pour investir ces créneaux.

Le manque de valorisation des projets, et le manque récurrent de soutien de la hiérarchie sont souvent pointés du doigt, quand ce ne sont pas les raisons financières qui coupent court à toute initiative.

## 3

## Le retour aux fondamentaux

**R**emettre les contenus disciplinaires au cœur de l'enseignement et favoriser un environnement dans lequel l'exigence ne serait plus un tabou : cette revendication qui émerge de l'enquête semble témoigner d'un sentiment général de perte de confiance dans la définition actuelle des filières, permettant à des élèves d'une série donnée de revendiquer leur BAC en l'ayant obtenu pour l'essentiel grâce aux matières non constituantes du corps de cette série. Ce délitement des filières est accentué par l'importance grandissante donnée aux enseignements dits « annexes ».

Les exigences attendues dans certaines disciplines ne sont plus au rendez-vous et bon nombre

de collègues réclament l'arrêt de la « dérive » qui tend à ne parler que de compétences et non plus de savoirs. Un rehaussement du niveau d'exigence permettrait de former à nouveau des élèves non seulement détenteurs du baccalauréat, mais disposant du niveau de savoir et de compétences requis et exigé pour soutenir des ambitions vers le supérieur.

Parallèlement à ce retour au contenu disciplinaire souhaité et à la redéfinition des filières, la demande d'une revalorisation de la filière professionnelle transparait également, en priorité pour éviter que les élèves ne se retrouvent en lycée général et technologique par défaut.



## 4 *Le redoublement, seconde chance*

**A** contrecourant des préconisations gouvernementales, la problématique du redoublement revient à l'ordre du jour : un redoublement qui, pour les collègues, peut s'avérer profitable dès lors qu'il n'est plus perçu comme une sanction.

Un certain nombre de collègues pensent que le passage systématique en classe supérieure est de nature à fa-

voriser le manque de travail, voire l'indiscipline chez certains élèves. L'aspect exceptionnel qu'il revêt aujourd'hui conforte dans l'idée que l'on peut « passer de classe sans travailler ».

Les professeurs insistent aussi sur le fait que leur avis n'est pas pris en compte lorsqu'ils se prononcent en faveur d'un redoublement en conseil de classe. Il faut : « arrêter de faire croire que les redouble-

ments ne servent à rien (aujourd'hui on ne fait pas redoubler ceux qui le devraient, on fait redoubler ceux que l'on devrait réorienter !) [sic] ».

De façon générale beaucoup de collègues remettent en cause ce qu'est devenue cette instance au sein de laquelle ils sentent « qu'ils n'ont plus aucun pouvoir de décision », et réclament **le retour d'un conseil de classe avec de vraies prérogatives**.

## 5 *Un important besoin de formation*

**L**es enseignants reconnaissent leur besoin d'être formés. Une formation plus complète, mais qui ne se fasse ni sur les congés ni hors du temps scolaire ; plus spécifique et plus disciplinaire aussi, plutôt que noyée dans une transversalité fourre-tout inutile sur le terrain. La prise en charge de ces formations devrait se faire par des professionnels approuvés par les enseignants eux-mêmes.

Une réelle attente transpa-

rait aussi à l'égard des innovations pédagogiques diversifiées (classes inversées, e.learning, travaux de groupes...).

Mais ce n'est pas la seule préoccupation qui émerge de l'enquête : le versant psychologique de notre métier est aussi mis en avant, comme insuffisamment pris en compte. Comment former les enseignants à la psychologie de l'adolescent, comment apprendre à accompagner un

jeune individu dans un monde de consommation de l'information (et de la désinformation), comment faire entendre et respecter la voix professorale face à des jeunes ultra-connectés ?

Il faudrait enfin que toutes les formations donnent lieu à une validation des compétences acquises (sur le CV) avec un suivi après formation permettant à chacun de faire le point sur ce qu'il a réellement pu réinvestir.

**U**n désir d'an-crage des ensei-gnements dans la réalité profes-sionnelle de plus en plus assu-mé transparait des réponses de nos collègues. La nécessité d'adaptation des enseigne-ments aux besoins des futurs métiers de nos élèves est sou-vent formulée. L'immersion en entreprise de ces derniers semble incontournable si on

veut développer en eux des motivations dès le lycée.

Parmi les suggestions nombreuses, on peut noter le désir qu'aucun élève ne quitte le lycée sans avoir fait un stage « en entreprise », pour observer le monde du travail en général. Augmenter le lien école-entreprises en lycée gé-néral et technologique à l'ins-tar des lycées professionnels est une demande.

Le bénéfice serait aussi d'augmenter la proportion d'orientation choisie et non subie.

Préparer les élèves aux métiers de demain, les mettre rapidement en contact avec l'entreprise et améliorer la maîtrise des langues étran-gères en rendant obligatoires les séjours avant le bac sont autant de pistes proposées par nos collègues.

**L'**orientation des élèves est le souci quotidien des équipes pédago-giques et administra-tives. Nombreux sont nos col-lègues qui ont exprimé cette préoccupation.

Les « parcours Avenir » sont peu à peu mis en place et ils sont censés apporter une réponse aux soucis d'orienta-tion et aux questions des élèves, véritable contribution de l'ensemble de la commu-nauté éducative. L'avis des en-seignants s'avère primordial dans le processus d'orienta-tion qui ne doit plus reposer uniquement sur les fa-

milles. Pour cela il faut revaloriser le travail et le sens de l'effort et arrêter le pas-sage en force d'un niveau à l'autre ! La suppression du re-doublement ne marche pas, par contre il serait temps de définir un parcours positif avec l'élève et sa famille.

La seconde POP (seconde professionnelle à orientation progressive) et les parcours Avenir pourront peut-être ap-porter des solutions à défaut de tout résoudre, en per-mettant à l'élève de découvrir le monde économique, de dé-velopper son sens de l'initia-tive et de l'engagement, et

enfin d'élaborer un projet sco-laire et professionnel cohérent avec ses goûts et son niveau réel.

L'urgence en la matière semble de trouver des solu-tions pour ces élèves qui pas-sent de classe en classe sans avoir de projet et qui se re-trouvent en échec critique au baccalauréat.

La poursuite d'étude en voie professionnelle semble toujours plus adaptée à un pu-blic en échec scolaire, mais à condition qu'elle ait été réflé-chie, choisie et non imposée, selon les professeurs qui s'ex-priment sur le sujet.



# 8

## Suppression des dispositifs chronophages

**L**a suppression des dispositifs jugés peu efficaces dans une majorité de réponses (tels que les TPE en classe de 1ère et les aides personnalisées) est une revendication importante des collègues. Les CCF (Contrôles en cours de formation) sont également considérés comme inégaux et très consommateurs de temps eu égard aux difficultés et à la lourdeur de leur organisation.

Après avoir été mis en place en 1ère et Terminale en

prenant sur les heures de cours, les TPE ont été abandonnés en Terminale (sans rendre les heures de cours aux disciplines correspondantes). Comptabilisés comme note de bac au même titre qu'une autre discipline. Seul problème : ces TPE sont évalués en interne sans anonymat avec une part de contrôle continu attribué par les professeurs encadrants.

Les AP ont aussi grignoté les heures de cours sans que leur efficacité n'ait été prouvée ; d'autant qu'elles sont

censées se faire en classe entière. Elles sont devenues des heures fourre-tout où chacun essaie de personnaliser son enseignement comme il peut : aide aux devoirs, à l'orientation, méthodologie, oraux blancs, approfondissement, connaissance de soi, etc., alors qu'il est parfois difficile de boucler le programme.

Un recentrage sur les enseignements disciplinaires doit être opéré en cessant de distribuer les heures à des dispositifs dont l'efficacité reste à démontrer.

# 9

## Des effectifs de classe décents

**L**es effectifs des classes de lycée sont beaucoup trop élevés pour permettre de bonnes conditions et un bon climat de travail. A 36 voire 37 ou 38, comment faire cours dans des conditions permettant à chacun de s'exprimer et de travailler dans le calme ?

Les élèves d'aujourd'hui ont du mal à se concentrer, surtout en langues vivantes où les dédoublements deviennent nécessaires pour la prise en

compte de l'oral. La situation est paradoxale : tandis qu'on encourage la prise en compte de l'oral notamment en langue vivante au baccalauréat, on alourdit les groupes de langues au lieu de les alléger !

D'une manière globale, ces effectifs trop importants sont un frein à la pédagogie. Que dire des dispositifs de type AP censés être efficaces en classe entière, donc à 38 ! On croit rêver !

Réduire les effectifs devient une priorité si l'on souhaite réellement la réussite de tous les élèves ; un meilleur encadrement permettrait aussi une personnalisation plus grande dans le rapport à l'élève. Les quelques moyens subsistant pour les heures d'AP pourraient être utilisés afin d'alléger toutes les classes ou rétablir des heures par groupes.

# 10 Réaménager les horaires du lycée

**P**our la très grande majorité des collègues, les élèves de lycée sont soumis à des journées trop chargées.

Certains collègues proposent en conséquence de supprimer les heures chronophages (AP, TPE, etc.), pour dégager des heures d'enseignement avec davantage de

*cours disciplinaires, mais aussi plus de temps libre.*

*Les propositions sont diverses : certains demandent que soit imposé un volume horaire à chaque module d'enseignement afin de donner à toutes les disciplines la même valeur : le volume préconisé porterait alors sur 35 heures / semaine pour chaque élève avec 5 à 6 modules.*

*D'autres propositions vont vers 27 heures d'enseignement par semaine / élève en 3 blocs de 6 heures + 3 blocs de 3 heures. Deux blocs obligatoires et des options.*

*Les collègues sont aussi nombreux à demander que dans la journée, soit dégagé du temps afin que les élèves puissent quitter l'établissement avec leur travail personnel fait.*

## 11

### Respect et autorité

**D**e nombreux collègues demandent un retour à ces deux valeurs qui permettraient aux enseignants de retrouver une meilleure image de leur métier.

*L'autorité repose essentiellement, selon eux, sur celle du professeur vis-à-vis des élèves mais aussi des parents. Ils déplorent que dans certains établissements trop de temps est passé à rétablir la discipline au détriment du temps d'enseignement.*

*Dans de nombreux établissements, la discipline*

10

*n'est plus qu'un mot vide de sens, certains*

*adultes ayant démissionné pour la faire respecter ; les élèves qui veulent travailler n'ont pas la possibilité de le faire à cause de perturbateurs qu'il faut garder et contre lesquels aucune sanction n'est possible.*

*Il s'agit aussi de l'autorité morale de l'enseignant, trop longtemps dévalorisée et que la société ne lui accorde plus.*

*Le respect est celui que la Nation doit accorder à ses enseignants parce qu'ils ont pour mission de former les jeunes mais aussi celui qu'elle doit leur accorder par des salaires suffisants et correspondants à ceux d'autres métiers à qualifi-*

*cation égale.*

*Les collègues insistent sur la nécessité d'améliorer les conditions d'exercice des professeurs et sur la reconnaissance de leur travail effectif ainsi que sur le nécessaire arrêt des pressions exercées par l'institution (réformes et injonctions contradictoires) et la hiérarchie au sein des établissements (pressions de toutes sortes).*

*En majorité, ils estiment que le travail administratif demandé aux enseignants est trop important, les empêchant de se concentrer totalement sur leur mission principale d'enseignement.*

# S'engage et demande

- 1.** Un **taux d'encadrement suffisant** en personnels d'éducation, personnels administratifs, en infirmiers, en assistants sociaux et en conseillers d'orientation psychologues, et **ce dans tous les lycées**.
- 2.** Du **matériel adapté aux nouveaux besoins** des établissements, notamment en matière de numérique, et un encadrement en professeurs permettant de **faire baisser significativement les effectifs de classe**.
- 3.** Le retour à un **véritable examen national de cycle terminal** marquant ainsi la fin des études secondaires et attestant d'un niveau de savoirs et de savoir-faire indispensable à une fructueuse **poursuite dans l'enseignement supérieur**.
- 4.** L'instauration de **réelles passerelles entre les voies générale, technologique et professionnelle** (avec des débouchés concrets identifiés et financés), et la mise en place de **modules de remise à niveau** assurant la réussite de ces réorientations en cours de formation.
- 5.** Des **programmes nationaux établis après concertation avec les équipes** de terrain, plus adaptés aux réalités du quotidien et en cohérence avec les autres disciplines.
- 6.** Des **objectifs de connaissance et de savoir-faire** en liaison entre les cycles et **en corrélation avec l'examen terminal** ; mais qui doivent aussi permettre des adaptations aux spécificités locales.
- 7.** Une **restauration du rôle du conseil de classe et de l'autorité des professeurs**, et l'abandon du dispositif « dernier mot aux parents ».
- 8.** Une **véritable revalorisation salariale** (au-delà des accords PPCR et des quelques révisions concédées de la valeur du point d'indice), afin de rattraper l'équivalent du pouvoir d'achat perdu depuis 2010.

... *et retrouvez l'intégralité de nos revendications sur notre site : [www.sncl.fr](http://www.sncl.fr)*

# ***Vous êtes d'accord avec nos propositions ?***

## **AIDEZ-NOUS À LES DÉFENDRE**

**L**es syndicats d'enseignants de l'Éducation nationale sont des outils de défense créés par des enseignants, gérés par eux, pour défendre l'enseignement, les enseignants et le service public d'éducation.

Chaque enseignant doit s'informer pour faire valoir ses droits et connaître ses devoirs. Il peut à tout moment avoir besoin de conseils, d'un soutien ou d'être directement défendu.

En toute autonomie : c'est le rôle que s'assigne le SNCL-FAEN syndicat indépendant à la fois du pouvoir, des partis politiques et des différents groupes de pression.

Votre cotisation syndicale vous permet de bénéficier de services et d'exprimer votre solidarité avec les autres membres de la profession.

Vous bénéficierez également d'un crédit d'impôt de 66 % du montant de votre cotisation. Celle-ci permet au SNCL-FAEN de fonctionner en totale indépendance financière, de fabriquer et de diffuser les différents bulletins, lettres télématiques et de mettre ce site internet à la disposition des personnels.

**Pour adhérer, remplissez la fiche d'adhésion que vous trouverez sur notre site internet et adressez -la avec votre règlement à la section SNCL-FAEN de votre académie ou au siège national :**

**SNCL-FAEN**

**13 avenue de Taillebourg**

**75011 PARIS**

Dans un contexte difficile où tout est mis en œuvre pour éliminer les syndicats indépendants de la scène des négociations, nous avons plus que jamais besoin de vous, pour continuer à vous défendre et à faire entendre notre voix, dans le seul intérêt des personnels et des élèves.

**Ne vous contentez plus  
d'approuver,  
rejoignez-nous !**

